

Le nucléaire militaire français dans un nouveau contexte stratégique

Olivier Kempf

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/3 Automne**, PAGES 145 À 155

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678179

DOI 10.3917/pe.183.0145

Date de mise en ligne : 14/09/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-3-page-145?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-3-page-145?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Le nucléaire militaire français dans un nouveau contexte stratégique

Par **Olivier Kempf**

Olivier Kempf, général (2S), est docteur en science politique. Il dirige la lettre d'analyse stratégique *La Vigie* et a publié *L'OTAN au ^{xx}e siècle : la transformation d'un héritage*, Monaco, Éditions du Rocher, 2014.

La population et les dirigeants français sont fermement attachés à la dissuasion nucléaire, même si des voix dissonantes se font occasionnellement entendre. Le contexte stratégique est toutefois en train d'évoluer et pourrait affecter la posture stratégique française. Entre les rodomontades de Vladimir Poutine, l'imprévisibilité de Donald Trump, et les difficultés propres à l'Europe – notamment le Brexit – les incertitudes sont aujourd'hui nombreuses et laissent ouvert le champ des possibles.

politique étrangère

En Europe, la France est, avec la Grande-Bretagne, l'un des deux pays possédant l'arme nucléaire et a développé une véritable pensée stratégique dans ce domaine. Le débat y est classiquement articulé entre partisans et opposants, selon un clivage ancien qui n'a pas beaucoup évolué. Régulièrement, les opposants¹ publient une tribune ou se saisissent d'un événement de l'actualité internationale pour faire valoir leur inquiétude. Ce fut par exemple le cas en janvier 2018, alors que des scientifiques américains avançaient « l'horloge de la fin du monde » d'une demi-heure en direction de l'apocalypse. De l'autre côté, les partisans de l'arme nucléaire publient fréquemment ouvrages et analyses². La France est d'ailleurs

1. On pense ici aux opposants au nucléaire militaire proches mais distincts des opposants au nucléaire civil.

2. Par exemple : B. Tertrais, *Le Président et la bombe*, Paris, Odile Jacob, 2016 ; *La France et la dissuasion nucléaire : concept, moyens, avenir*, Paris, La Documentation française, 2017 ; N. Roche, *Pourquoi la dissuasion*, Paris, PUF, 2017 ; P. Vandier, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, Monaco, Éditions du Rocher, 2018 ; J. Villain et A. Motet, *D'Hiroshima à la dissuasion nucléaire*, Toulouse, Cepaduès Éditions, 2015 ; P. Wodka-Gallien, *Essai nucléaire*, Paris, Lavauzelle, 2014. On suivra également *L'Observatoire de la dissuasion* animé par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), ou le programme *Dissuasion et prolifération* de l'Ifri, avec les études de Corentin Brustlein, notamment : « La guerre nucléaire limitée : un renouveau stratégique américain », *Focus stratégique*, n° 77, Ifri, novembre 2017, disponible sur : <www.ifri.org>.

probablement le pays d'Europe qui produit le plus de documents de conception stratégique, confirmant le plus souvent les thèses existantes, et entérinant de petites avancées pour tenir compte des évolutions techniques, géopolitiques ou simplement politiques.

Le débat paraît très encadré, presque immuable, d'autant que l'arme nucléaire bénéficie d'un solide soutien dans l'opinion publique³. Le principe de la dissuasion nucléaire fait consensus à travers un large spectre politique. Les présidents de la République successifs – toutes tendances confondues – y ont rappelé leur attachement. Les seuls sujets de débat sont les budgets à consacrer à la dissuasion et aux modalités de sa mise en œuvre. Par exemple, lors de l'élection présidentielle de 2012, d'aucuns militèrent pour l'abandon de la deuxième composante, espérant une redistribution budgétaire. Le débat fut tranché par François Hollande. Emmanuel Macron, quant à lui, se réclame d'une stricte orthodoxie en la matière ce qu'illustre le projet de Loi de programmation militaire.

Plusieurs raisons, toutes extérieures à la France, laissent penser que le débat pourrait bientôt évoluer. Elles renvoient d'abord au renouveau de la question nucléaire, en périphérie de l'Europe (Russie), au Moyen-Orient (Iran), en Extrême-Orient (Corée) ou même aux États-Unis (nouvel *Examen de posture nucléaire*). Elles tiennent également à plusieurs initiatives comme le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) voté à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), ou à l'attribution du prix Nobel de la Paix à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN). Elles découlent, enfin, des incertitudes générées par les récentes évolutions en Europe, du Brexit à l'apparition d'un débat stratégique nucléaire en Allemagne.

L'orthodoxie nucléaire du président Macron

En mars 2017, lors de la présentation de son programme en matière de défense, le candidat Macron préconisait le maintien des deux composantes nucléaires (sous-marine et aéroportée) « qui sont complémentaires ». Il évoquait la réalisation des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de troisième génération, de même que le remplacement de la composante aéroportée (missile ASMP/A) et la « pérennisation de nos têtes nucléaires ». Un grand classicisme confirmé par sa préface à la *Revue stratégique*, parue à l'automne 2017 : « C'est la raison pour laquelle j'ai décidé le maintien

3. 61 % des Français interrogés considèrent que la possession de l'arme nucléaire est un point fort pour nos armées. (Sondage IFOP-DiCoD, octobre 2017.)

de notre stratégie de dissuasion nucléaire et le renouvellement de ses deux composantes : elles sont la garantie ultime de nos intérêts vitaux, de notre indépendance et, plus largement, de notre liberté de décision. »

Lors de ses vœux aux armées, en janvier 2018, il précise sa pensée :

« Depuis plus de 50 ans [la dissuasion] est la clé de voûte de notre stratégie de défense. Je sais qu'il y a eu, sur ce sujet, beaucoup de débats. Tous les débats sont légitimes, mais ils sont aujourd'hui tranchés. La dissuasion fait partie de notre histoire, de notre stratégie de défense, et elle le restera. Dans le monde que nous connaissons, et qui sera demain, à n'en pas douter, encore nucléaire, je suis convaincu que la pertinence de notre modèle de dissuasion, basé sur la stricte suffisance, demeure. C'est lui qui nous permet de conserver notre autonomie stratégique et notre liberté d'action en toutes circonstances, dans un contexte international qui n'autorise aucune faiblesse, nous le voyons encore aujourd'hui. C'est pourquoi, je lancerai, au cours de ce quinquennat, les travaux de renouvellement de nos deux composantes, dont la complémentarité ne fait pas de doute : la force océanique qui, par la permanence à la mer, nous protège de toute surprise stratégique, et la composante aérienne qui, par sa démonstrativité, fait partie du dialogue de dissuasion. »

Un modèle de dissuasion basé sur la stricte suffisance

Sans surprise, la dissuasion bénéficie d'une attention budgétaire particulière dans la Loi de programmation militaire : les crédits alloués annuellement devraient passer de 3,9 milliards d'euros en 2017 à 6 milliards d'euros en 2025. Au total, 37 milliards d'euros devraient être consacrés à la dissuasion entre 2019 et 2025.

La dissuasion demeure la clé de voûte de la stratégie de défense nationale, la garante ultime de l'indépendance, sans compter les effets induits sur le reste du modèle d'armée qui bénéficie directement des moyens alloués au dispositif⁴. Ainsi, les avions de patrouille maritime ou les ravitailleurs longue portée sont d'abord prévus pour soutenir le dispositif de dissuasion, même s'ils servent aussi en opération, en Afrique ou au Proche-Orient. L'orthodoxie est en place et les rumeurs guerrières qui montent de par le monde tendent à confirmer ce dispositif.

4. C. Malis, *Guerre et stratégie au XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2014, notamment son chapitre sur le nouvel âge du nucléaire.

Le renouveau des tensions nucléaires

Au cours des dernières années, le nucléaire est revenu au centre des questions de défense, même si les stratégestes ont continué à s'intéresser surtout aux conflits asymétriques, par exemple contre les djihadistes en Afrique ou au Moyen-Orient. Cependant, la montée des tensions à l'est de l'Europe a modifié la donne. Le président Poutine n'a pas hésité à évoquer les capacités nucléaires de la Russie⁵, suscitant en retour un renouveau d'intérêt pour le sujet aux États-Unis et à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Le mot «nucléaire» est ainsi prononcé 34 fois par le Secrétaire général de l'OTAN, lors de son discours de février 2018 à la Conférence de sécurité de Munich⁶. La modernisation du dispositif russe, le maintien d'une rhétorique nucléaire reprenant la grammaire utilisée classiquement au cours de la guerre froide ou la discussion sur le déploiement de missiles *Iskander* dans l'enclave de Kaliningrad constituent autant de signes de ce retour du nucléaire. Les Américains estiment ainsi que les Russes contreviennent au traité sur les armes intermédiaires INF (*Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty*), l'un des derniers instruments de désarmement nucléaire datant de la fin de la guerre froide.

L'*Examen de posture nucléaire* publié en février 2018 par les États-Unis confirme la nouvelle attention donnée au nucléaire. L'accroissement du nombre d'armes nucléaires tactiques s'explique d'une part pour faire face au risque d'emploi limité d'armes nucléaires par des acteurs majeurs ou régionaux, d'autre part pour élargir la gamme des armes disponibles actuellement dans l'arsenal nucléaire américain⁷. Cela permettra d'ajuster les réponses possibles à différentes situations. Pour autant, comme l'a rappelé le général James N. Mattis, cela ne change pas la logique de la dissuasion nucléaire. Le seuil reste un seuil, et le franchir changerait la nature du conflit éventuel.

C'est la nature de l'arme qui donne son caractère inéluctable à la dissuasion, non sa puissance. Autrement dit, ces armes de plus faible puissance ne deviennent pas des armes d'emploi conventionnel, une super artillerie destinée à emporter la décision. La riposte est juste adaptée afin

5. Voir par exemple son discours du 1^{er} mars 2018 devant le Parlement russe où il évoquait toute une série d'armes nucléaires offensives «capables de percer n'importe quel système de défense» et «dont aucune autre armée que la nôtre ne possède l'équivalent». E. Grynszpan, «Poutine vante les nouvelles armes "invincibles" de la Russie», *Le Figaro*, 2 mars 2018, disponible sur : <www.lefigaro.fr>.

6. «Remarks by NATO Secretary General Jens Stoltenberg at the opening session of the Munich Security Conference», OTAN, 16 février 2018, disponible sur : <www.nato.int>.

7. C. Brustlein, «Armes atomiques : le choix des États-Unis pour le retour des armes tactiques va-t-il faciliter le déclenchement d'un conflit nucléaire ?», *Atlantico*, 4 février 2018, disponible sur : <www.atlantico.fr>.

d'être crédible aux yeux de l'adversaire. Pourquoi cette déclaration, alors ? D'abord, pour rassurer les alliés européens et asiatiques confrontés à l'augmentation des tensions ; mais aussi pour répondre à la doctrine prêtée aux Russes dite de « l'escalade pour la désescalade », même si elle n'a jamais été officiellement avalisée par Moscou⁸. Ce qui pose une autre question, celle de l'emploi en premier d'une arme, incompatible avec la notion de riposte mais pas avec celle de préemption.

Il reste que ce débat d'experts montre bien le retour de la question nucléaire en Europe et pérennise par conséquent la valeur de la stratégie française.

D'autres débats ont prouvé l'actualité de la dissuasion nucléaire, même s'ils affectent des théâtres plus lointains. Il en va ainsi des négociations avec l'Iran autour de son accès au nucléaire militaire qui ont abouti à la signature de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (*Joint Comprehensive Plan of Action* – JCPOA) en juillet 2015. S'il permettait à l'Iran d'obtenir la levée des sanctions, cet accord confirmait d'abord l'utilité potentielle du nucléaire pour fonder une stratégie nationale. L'Iran est signataire du Traité de non-prolifération (TNP), à la différence d'Israël, de l'Inde ou du Pakistan qui, du coup, n'encourent nulle sanction. L'insistance à contraindre Téhéran à renoncer au développement de l'arme nucléaire ne s'explique pas seulement par la volonté de sauver le régime de non-prolifération : il s'agissait surtout d'empêcher l'émergence officielle d'une nouvelle zone nucléarisée – Israël continuant officiellement d'affirmer qu'il « ne sera pas le premier État à introduire l'arme nucléaire au Moyen-Orient ». Pour autant, l'Iran est désormais proche d'être un pays du seuil, même s'il ne dispose pas encore de certains éléments de la position latente du Japon par exemple (savoir-faire techniques, matières fissiles...), et a obtenu une sorte de dissuasion stratégique implicite validant l'importance de l'arme nucléaire dans un monde dangereux. Nul ne peut aujourd'hui prévoir les conséquences de la décision de Donald Trump du 8 mai 2018 de retirer les États-Unis du JCPOA.

**L'Iran est
probablement
proche d'être
un pays du seuil**

Le même type de raisonnement peut être appliqué à la Corée du Nord. Ayant ces deux dernières années réussi à faire exploser deux bombes (9 septembre 2016 et 3 septembre 2017) et à lancer plusieurs

8. Voir *La Vie* n° 38, « L'escalade pour la désescalade », mars 2016, disponible sur : <www.lettrevie.org> et E. Maître, « "Escalade to De-Escalate" : interrogations sur l'existence du concept dans la doctrine nucléaire russe », Fondation pour la recherche stratégique, décembre 2017, disponible sur : <www.frstrategie.org>.

missiles balistiques (14 lancements dont 12 réussis en 2017⁹, le dernier le 28 novembre 2017), Pyongyang a acquis une certaine crédibilité technique¹⁰. Surtout, sa cible éventuelle pourrait être la Corée du Sud, dont la capitale n'est distante que de quelques dizaines de kilomètres de la frontière des deux Corées, à portée de raid aérien¹¹. Kim Jong-Un a clairement manifesté son intention d'utiliser la bombe si nécessaire : les deux types de crédibilité (technique et psychologique) de la dissuasion nucléaire sont ici visibles. Donald Trump peut multiplier les rodomontades : il y a peu de chances qu'il se risque à un conflit direct qui ne pourrait rester conventionnel. Le seuil est donc rehaussé, Kim Jong-Un a obtenu son indépendance stratégique et renforcé sa capacité à négocier. Cela explique le rapprochement en cours avec Séoul, notamment à travers les gestes dont les Jeux olympiques d'hiver ont été l'occasion. Le sommet entre Kim Jong-Un et Donald Trump à Singapour en juin 2018 confirme le nouveau statut nucléaire de Pyongyang. Ce « succès » a pour effet de valider les stratégies de dissuasion, surtout pour les États « dotés de l'arme nucléaire », selon la classification du TNP. Les partisans de l'arme nucléaire ont tout lieu d'être satisfaits. Mais les choses sont moins simples qu'il n'y paraît.

Succès de la campagne antinucléaire

Dans son discours de Prague de 2009, le président Obama en appelait à un monde sans armes nucléaires. Depuis lors, les partisans de la dénucléarisation n'ont cessé leur action d'influence sur la scène internationale. Ainsi, l'ICAN est un collectif d'associations anti-nucléaires, formé en 2007, qui bénéficie du soutien de pays comme la Norvège, l'Allemagne, ou le Vatican. L'organisation a soutenu le TIAN.

L'Assemblée générale des Nations unies vote en décembre 2016 une résolution visant à l'établissement de ce traité (« négocier un instrument légalement contraignant afin d'interdire les armes nucléaires, et conduire à leur élimination totale »). La négociation s'ouvre en mars 2017 et se conclut rapidement puisque le texte est approuvé par l'Assemblée le 7 juillet 2017. 122 pays ont voté pour, 1 a voté contre (Pays-Bas), 1 s'est abstenu (Singapour). Les autres, dont toutes les puissances nucléaires, ont boycotté

9. « La Corée du Nord affirme que son missile peut frapper les États-Unis », *Le Figaro*, 29 novembre 2017, disponible sur : <www.lefigaro.fr>.

10. A. Bondaz, « Corée du Nord/États-Unis : jusqu'où ira la confrontation ? », *Politique étrangère*, vol. 82, n° 4, 2017, disponible sur : <www.ifri.org>.

11. Les bases américaines en Corée sont une autre cible possible, voire le continent américain (frappe beaucoup plus aléatoire techniquement). Mais stratégiquement, cela n'aiderait pas la Corée du Nord qui aurait tout intérêt à jouer le découplage entre les États-Unis et la Corée du Sud.

la séance¹². Le prix Nobel de la Paix est attribué à l'ICAN en septembre 2017 en reconnaissance de cette démarche. Le traité entrera en vigueur une fois qu'il sera ratifié par 50 pays (cinq ratifications au 1^{er} mars 2018).

La France est logiquement opposée à ce traité, comme l'ensemble des puissances nucléaires. Selon le ministère des Affaires étrangères¹³, «il s'agit d'un texte inadapté au contexte sécuritaire international, caractérisé par des tensions croissantes et la prolifération des armes de destruction massive, dont témoigne notamment la menace nucléaire nord-coréenne. La France n'a pas participé aux négociations de ce traité et elle n'entend pas y adhérer». Ce traité ne lie pas la France et «ne crée pas de nouvelles obligations». Le Quai d'Orsay ajoute que «le désarmement nucléaire ne se décrète pas, il se construit», rappelant la ligne traditionnelle de Paris (négociation d'un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, et entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires).

À court terme, il est probable que ce document restera symbolique. Même le jour où il sera ratifié, il ne liera que ses membres, comme tout traité international. Il pourrait toutefois contribuer à faire évoluer l'opinion publique. L'opinion française reste fermement attachée à la dissuasion, mais il est possible que, peu à peu, les opposants à l'arme parviennent à modifier non seulement leur discours mais encore sa réception par le public. La controverse entre réalistes et idéalistes risque ainsi de reprendre de plus belle. Il faut ici se rappeler que la France a longtemps refusé d'adhérer au TNP, qu'elle n'a rejoint que tardivement, en 1992.

Évolutions britanniques

Pour les partisans de l'arme nucléaire, les récentes évolutions géopolitiques plaident au contraire en faveur du maintien de la dissuasion. L'Alliance atlantique ne cesse de rappeler qu'elle est une alliance nucléaire. Cinq pays de l'OTAN – dont l'Allemagne et l'Italie – accueillent des avions à capacité d'export nucléaire et des armes B61 américaines. Or, l'OTAN demeure le principal cénacle de la sécurité européenne, surtout après le vote du Brexit.

Le retrait des Britanniques de l'Union européenne constitue un défi qui affecte indirectement la dissuasion. Passons sur une hypothétique indépendance de l'Écosse, qui poserait la question du maintien de la base

12. Pour accéder aux résultats du vote du 7 juillet 2017, voir : <www.un.org>.

13. «Adoption d'un traité d'interdiction des armes nucléaires», New York, 7 juillet 2017, disponible sur : <www.diplomatie.gouv.fr>.

nucléaire de Faslane¹⁴. La Grande-Bretagne a en effet choisi (comme les États-Unis et la France) d'assurer une permanence à la mer de ses SNLE. Elle a lancé en 2016 le programme *Successor*, qui vise à remplacer les sous-marins de la classe *Vanguard*, opérationnels jusqu'en 2028. Le programme est estimé à 31 milliards de livres pour construire quatre SNLE, en collaboration avec les États-Unis. Si le Premier ministre Theresa May a obtenu une large majorité sur cette question en juillet 2016, des incertitudes demeurent toutefois. D'une part, le soutien des Britanniques au renouvellement des *Trident* demeure assez faible¹⁵ (51 % des personnes interrogées, contre 20 % opposés à toute forme de renouvellement et 29 % soutenant un renouvellement de *Trident* non nucléaire). Le Parti travailliste, sous la direction de Jeremy Corbyn, n'a pas encore affirmé son soutien à la politique de dissuasion (Jeremy Corbyn y est personnellement opposé). Le programme de renouvellement pourrait donc faire les frais d'une nouvelle cure d'austérité.

Le Brexit fait de la France la seule puissance nucléaire de l'Union européenne. Cela explique le soutien de Paris à la modernisation du dispositif britannique. Ainsi, une des décisions les plus importantes du traité de Lancaster House de 2010 concernait une coopération renforcée en matière nucléaire, les Français ouvrant aux Britanniques l'accès à certaines de leurs installations d'essais. Il existe ainsi une coopération nucléaire européenne, discrète mais réelle, et hors de l'UE désormais. Force est de constater que d'un point de vue stratégique, la France partage bien des choses avec la Grande-Bretagne : entre autres le nucléaire et une pratique active des interventions extérieures. Il est aujourd'hui dans l'intérêt de Paris que la France ne demeure pas la seule puissance nucléaire européenne. Compte tenu de la campagne de l'ICAN, elle se retrouverait alors soumise à une pression médiatique aggravée. La France est déjà isolée sur la question nucléaire en Europe continentale, et elle pourrait avoir à faire face à une remise en cause de sa position par des acteurs y voyant le moyen d'avancer vers une défense européenne. À l'inverse, d'autres pourraient se satisfaire discrètement du maintien d'une puissance nucléaire européenne, à l'heure où Donald Trump manifeste sa défiance envers l'OTAN, affaiblissant ainsi le parapluie nucléaire américain dont bénéficient les Européens grâce à l'Alliance.

14. Ce qu'a bien noté le rapport du Sénat français sur «La nécessaire modernisation de la dissuasion nucléaire», paru en mai 2017 : «Une sortie de l'Écosse du Royaume-Uni ne peut être totalement exclue. Dans cette hypothèse, la base de Faslane serait menacée, les autorités écossaises ayant en effet clairement indiqué leur souhait de ne plus accueillir la force océanique britannique. Le Royaume-Uni devrait dans cette hypothèse recréer une nouvelle infrastructure en Angleterre pour accueillir ses SNLE à un coût qui pourrait s'avérer rédhibitoire, ou s'appuyer sur les moyens américains, voire renoncer à la dissuasion.»

15. A. Grice, «Trident: Majority of Britons Back Keeping Nuclear Weapons Programme, Poll Shows», *The Independent*, 24 janvier 2016, disponible sur : <www.independent.co.uk>.

La naissance d'une question allemande ?

Les relations sont plus distantes avec l'Allemagne, quelles que soient les déclarations rituelles des décideurs français en faveur d'une coopération militaire avec Berlin. La nouveauté de ces derniers mois réside dans l'apparition d'un débat sur le nucléaire militaire en Allemagne, débat suivi attentivement à Paris.

Angela Merkel se trouve en effet confrontée à un double défi. D'une part, une certaine pression à l'Est, avec l'affirmation russe. Certes, Moscou ne menace pas directement l'Allemagne, qui a de profondes relations commerciales avec la Russie, mais elle déstabilise l'équilibre sécuritaire à l'est du continent, dans la perception des voisins de Berlin mais aussi dans sa propre perspective. D'autre part, les États-Unis sont moins enclins que jamais à offrir la garantie américaine de sécurité sans condition. Plusieurs déclarations récentes affirment que l'Allemagne doit s'investir davantage dans les questions de défense, et que cet investissement ne devrait pas seulement être d'ordre budgétaire.

Berlin a suivi Paris dans la mise en place d'une Coopération structurée permanente dans le cadre de l'UE en novembre 2017. Un débat nucléaire apparaît peu à peu en Allemagne. Il a été lancé dans les médias : Berthold Kohler l'évoque dès novembre 2016 dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Un politiste, Maximilian Terhalle, va encore plus loin en janvier 2017¹⁶, plaidant en faveur d'une bombe allemande. *The Economist*, le *New York Times*¹⁷ ou le *Financial Times* ont fait écho au débat, et Roderich Kiesewetter, un porte-parole de la CDU au Parlement allemand, déclara même que « si les États-Unis ne veulent plus fournir cette garantie, l'Europe a quand même besoin d'une protection nucléaire à des fins dissuasives ».

Pour autant, la majorité des responsables allemands estime qu'il s'agit là d'une fausse bonne idée. D'abord parce qu'une très large majorité de la population est opposée aux armes nucléaires, tolérant difficilement la présence des bombes américaines sur son sol au titre de l'OTAN. Rappelons que l'Allemagne a soutenu l'ICAN dans son projet de traité d'interdiction, même si elle ne l'a finalement pas voté à l'ONU, signe évident de ses

16. M. Terhalle, « Deutschland braucht Atomwaffen », *Tagesspiegel*, 2 janvier 2017, disponible sur : <<https://causa.tagesspiegel.de>> ; M. Terhalle, « If Germany Goes Nuclear, Blame Trump Before Putin », *Foreign Policy*, 3 avril 2017, disponible sur : <<https://foreignpolicy.com>>.

17. M. Fisher, « Fearing U.S. Withdrawal, Europe Considers Its Own Nuclear Deterrent », *The New York Times*, 6 mars 2017, disponible sur : <www.nytimes.com>.

contradictions¹⁸. L'Allemagne a, de plus, manifesté son refus de l'arme nucléaire à trois occasions : au moment de son accession au traité de l'Union de l'Europe occidentale en 1954, en signant le TNP en 1969, et lors des accords 4+2 de 1990 qui ont conduit à sa réunification.

Une option pourrait être celle de l'eurodissuasion

Une option alternative pourrait être une euro-dissuasion. Autrement dit, l'européanisation de la force de frappe française, qui donnerait à l'Allemagne accès à un parapluie nucléaire alternatif au parapluie américain. Il s'agit de l'option suggérée par Roderich Kiesewetter¹⁹. Certes, la dernière mention de la dissuasion dans un document franco-allemand date du sommet de Nuremberg de 1996. Mais peut-être y a-t-il quelque arrière-pensée dans les propos d'Emmanuel Macron, quand il affirme dans son discours de la Sorbonne de septembre 2017 que « ce qui manque le plus à l'Europe aujourd'hui, cette Europe de la défense, c'est une culture stratégique commune ».

Comme le relève Emmanuelle Maitre²⁰, « en matière nucléaire, trop de choses opposent les deux partenaires pour qu'il soit réaliste ou même souhaitable d'espérer l'adoption de positions communes substantielles en matière de dissuasion. Néanmoins, la détérioration de la sécurité en Europe, les menaces toujours prégnantes dans le reste du monde, et les profonds désaccords qui divisent désormais la communauté internationale concernant la non-prolifération et le désarmement sont autant de raisons pour pousser vers une plus grande concertation et réflexion commune ». On relèvera cependant que la formation d'une grande coalition entre CDU et SPD rend très improbable une évolution prochaine de Berlin sur ce dossier.

Les efforts récents pour aller vers plus de défense européenne (ce qu'on désigne en France, improprement, par « Europe de la défense ») n'envisagent nullement la question nucléaire, qu'il s'agisse de la Coopération structurée permanente (PESCO), lancée en novembre 2017 et réunissant 25 États membres de l'UE, ou de l'Initiative européenne d'intervention²¹ (IEI), proposée par la France en juin 2018 hors du cadre de l'UE – pour

18. Le ministre des Affaires étrangères a ainsi salué l'attribution du prix Nobel comme soutenant la démarche vers un monde sans armes nucléaires, mais voit encore la nécessité de maintenir la dissuasion. Voir « Proscrire les armes nucléaires », 6 décembre 2017, disponible sur : <www.deutschland.de>.

19. F. Wimmer, « European Nuclear Deterrence in the Making », *Athena21*, 8 janvier 2018, disponible sur : <www.athena21.org>.

20. E. Maitre, « Le couple franco-allemand et les questions nucléaires : vers un rapprochement ? », Fondation pour la recherche stratégique, 7 novembre 2017, disponible sur : <www.frstrategie.org>.

21. L. Lagneau, « Paris entend lancer son Initiative européenne d'intervention d'ici la fin juin, malgré les bémols de Berlin », *Opex 360*, 7 juin 2018, disponible sur : <www.opex360.com>.

pouvoir y accueillir la Grande-Bretagne. On en est encore à construire des instruments de coopération sur des domaines connus (capacitaire, intervention), selon une méthode pratiquée depuis longtemps : on est bien loin d'inclure le nucléaire dans ces mécanismes.

Un dispositif solide face à des risques encore tenus

Paradoxalement, la quasi-absence de débat sur la stratégie nucléaire française masque un paysage qui se modifie à petites touches. La réaffirmation du nucléaire comme clé de voûte du modèle d'armée, le maintien des deux composantes, le très net investissement accordé au renouvellement du dispositif dans la prochaine Loi de programmation, constituent des signes forts de cette solidité incontournable. D'ailleurs, un monde apparemment plus dangereux renforce ces choix, et hors certaines expressions très minoritaires, la population française reste attachée à la dissuasion.

Pour autant, deux mouvements opposés apparaissent et pourraient affecter cette dynamique robuste. Le plus faible, mais aujourd'hui le plus visible et audible, reste celui de la campagne en faveur du désarmement nucléaire, qui a réussi à faire adopter le traité d'interdiction. S'il est de peu d'effets concrets, il fait toutefois peser sur l'opinion une petite musique qui peut séduire par son idéalisme. Le plus discret, mais peut-être plus porteur de changements, tient à la situation européenne, entre éloignement britannique et trouble allemand. Le changement de l'équation sécuritaire européenne pourrait produire quelques revirements politiques brusques. La dissuasion française, si elle est la garante d'une grande assurance stratégique, est aujourd'hui confrontée à un environnement stratégique inédit qui pourrait faire tomber bien des certitudes.



Mots clés

Arme nucléaire
Dissuasion
Armée française
Débat stratégique